



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

droit du travail

Question écrite n° 21215

Texte de la question

M. Daniel Paul appelle l'attention de M. le ministre du travail, des relations sociales, de la famille et de la solidarité sur la situation des étudiants en carrière sociale au regard de la gratification de leurs périodes de stage. Un décret d'application du 31 janvier 2008, de la loi de 2006 sur l'égalité des droits et des chances, rend obligatoire la gratification des stagiaires du milieu social et médicosocial. Cette gratification a été fixée à 398,13 euros par mois, pour les stages supérieurs à trois mois, pour les formations supérieures au niveau 4, excluant aussi les stagiaires bénéficiaires des Assedic, du congé individuel de formation, de bourses. À ces exclusions s'ajoute celle du lieu de stage. Ainsi, seuls les établissements privés peuvent appliquer ce décret, ce qui revient à retirer toute possibilité d'accueil de stagiaires aux nombreuses structures associatives ou publiques qui n'ont pas les moyens budgétaires de gratifier leurs stagiaires. L'inscription dans la loi, de cette gratification due aux stagiaires, ne devrait-elle pas s'accompagner du versement aux établissements des moyens budgétaires équivalents ? Comment justifier les inégalités actuelles inacceptables ? Il lui demande donc les dispositions qu'il compte prendre pour corriger la situation actuelle, revoir le décret du 31 janvier 2008 et respecter simplement la loi.

Texte de la réponse

L'attention du ministre du travail, des relations sociales, de la famille et de la solidarité a été appelée sur l'application de la réglementation sur les stages étudiants issue de la loi du 31 mars 2006 sur l'égalité des chances et le décret du 31 janvier 2008, complété par la circulaire prise le 27 février 2008 par la direction générale de l'action sociale. En prenant le décret d'application de la loi pour l'égalité des chances fixant le montant minimal et les modalités de versement de la gratification de stage, le Gouvernement a entendu permettre à la loi de s'appliquer enfin sur ce point. Ce faisant, le Gouvernement a eu le souci d'adopter une position équilibrée pour ne pas décourager l'offre de stage, en fixant le montant de gratification minimale obligatoire au même niveau que la franchise de charges sociales dont bénéficient les organismes d'accueil de stagiaires. L'application des règles sur les stages à l'ensemble des structures privées et associatives permet de placer les stagiaires sur un pied d'égalité et il est logique qu'à terme une gratification soit également prévue pour les stagiaires accueillis dans la sphère publique, même si celle-ci ne relevait pas du champ d'application de la loi pour l'égalité des chances et donc de son décret d'application. L'application de la gratification obligatoire des stages étudiants des formations initiales en travail social met effectivement une dépense nouvelle à la charge des établissements et services d'accueil, la plupart du temps financés sur fonds publics. Soucieux d'un fonctionnement harmonieux de l'appareil de formation, l'État a veillé à en neutraliser l'impact sur les opérateurs qu'il finance par ses crédits budgétaires et ceux de l'assurance-maladie. Le ministre du travail, des relations sociales, de la famille et de la solidarité a donné des instructions très claires en ce sens aux services déconcentrés dès le mois de février dernier, précisées par une circulaire récente. Certains conseils généraux ont pris, de leur propre initiative, des dispositions qui assurent aux structures qu'ils financent qu'elles ne seront pas empêchées de prendre un étudiant en stage pour des raisons financières. Dans le respect de l'autonomie des collectivités territoriales auquel il est attaché, le ministre a également demandé au président de l'Assemblée des

départements de France de bien vouloir sensibiliser les présidents de conseils généraux à l'intérêt d'une approche pragmatique et facilitatrice. Une fois ces difficultés immédiates résolues, les conditions de mise en oeuvre des nouvelles dispositions seront évaluées avec l'ensemble des acteurs concernés.

Données clés

Auteur : [M. Daniel Paul](#)

Circonscription : Seine-Maritime (8^e circonscription) - Gauche démocrate et républicaine

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 21215

Rubrique : Travail

Ministère interrogé : Travail, relations sociales, famille et solidarité

Ministère attributaire : Travail, relations sociales, famille et solidarité

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 15 avril 2008, page 3215

Réponse publiée le : 29 juillet 2008, page 6631